

Rwanda : le coup de sang d'Alain Juppé

Rédacteur en chef de **XXI**, je fus témoin du génocide qui se produisit en 1994 au Rwanda – le dernier du XX^{ème} siècle – et qui taraude toujours les élites politiques françaises.

Ce week-end, le ministre des Affaires étrangères, [Bernard Kouchner](#), s'est rendu à Kigali, capitale du Rwanda. La France, a-t-il dit [publiquement](#), a commis au Rwanda "*une erreur*" politique. Comme quelques centaines d'étrangers, Bernard Kouchner qui n'était alors pas ministre, a vu la mécanique du génocide en action.

Dès lundi matin, Alain Juppé a réagi sur son [blog](#) personnel. La déclaration de Bernard Kouchner est "*inacceptable*", dit-il en rappelant qu'il était à l'époque ministre des Affaires étrangères. Visant implicitement Bernard Kouchner, l'actuel maire de Bordeaux estime que parler d'une "*erreur*" politique sur le dossier rwandais n'est rien d'autre qu'une "*tentative insidieuse de réécriture de l'histoire*". L'intention, poursuit Alain Juppé, serait de "*transformer la France d'acteur engagé en complice du génocide*". Cette "*falsification*" est "*inacceptable*".

Voilà le propos. La difficulté, maintenant. Elle est simple: les arguments avancés par l'ancien ministre des Affaires étrangères ne convainquent pas. Reprenons.

"On nous dit, avance d'abord Alain Juppé, qu'au Rwanda, la France aurait commis une "faute politique". C'est trop ou trop peu. De quelle faute s'agit-il ? Il faut l'expliquer !"

Jusque-là, tout va bien.

Deuxième argument, présenté sous la forme d'une interrogation: "*Aurions-nous, par exemple, pris systématiquement le parti d'un camp contre l'autre, des Hutus contre les Tutsis ?*". Réponse: "*C'est une contre-vérité*".

Justifiant cette neutralité, Alain Juppé se réfère aux négociations menées entre autres sous l'égide de la France peu avant le génocide. Il néglige juste un point, pourtant symptomatique de l'implication de Paris dans ce processus: un simple secrétaire de l'ambassade de France en Tanzanie représentait Paris à ces négociations.

Troisième argument, toujours énoncé sous la forme d'une interrogation: "*Aurions-nous "omis" de dénoncer le génocide dont les*

extrémistes Hutus se sont rendus coupables à partir d'avril 1994?. Non, assure, l'ancien ministre qui rappelle avoir *“prononcé moi-même le mot “génocide” le 15 mai 1994 au Conseil des ministres de l'Union Européenne”*.

Ce point est exact, mais incomplet au regard de la question posée. Dès la mi-mai 1994, Alain Juppé a usé du mot “génocide” mais il n'a alors jamais précisé la nature de ce génocide, à savoir: celui des Tutsis par les Hutus.

C'était pourtant le point crucial comme le note à la page 766 l'étude intitulée [Aucun témoin ne doit survivre](#) publiée en décembre 1999 (Ed. Karthala) par [Human Rights Watch](#) et la [FIDH](#) : *“ Le 16 mai (1994), le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé fut l'un des premiers hommes d'Etat à utiliser publiquement le terme de “ génocide ” à propos du Rwanda. Il écrivit “génocides” à la mi-juin, utilisant le pluriel pour suggérer que les deux parties au conflit étaient impliquées dans ce crime”*.

Dernier argument mis en avant par Alain Juppé: *“Aurions-nous fait preuve de passivité alors que la communauté internationale aurait agi?”*. “C'est une contrevérité”, assure-t-il à nouveau.

Et ce faisant, Alain Juppé oublie de préciser qu'il s'est écoulé près de 100 jours avant que l'opération militaro-humanitaire Turquoise ne soit lancée, que cette opération s'est caractérisée par une grande ambiguïté, qu'enfin des plaintes relatives à l'opération Turquoise sont actuellement instruites au Tribunal des armées.

Alain Juppé clôt son billet sur ces mots: *“La diplomatie française ne saurait s'écarter de la voie de la vérité et de la dignité”*.

Pour ma part, je préfère retenir la première interrogation du maire de Bordeaux : *“On nous dit qu'au Rwanda, la France aurait commis une “faute politique”. C'est trop ou trop peu. De quelle faute s'agit-il ? Il faut l'expliquer !”*.

Quatorze ans après les faits, la question reste d'évidence. Il serait temps de mettre cartes sur table. **XXI** le fera, en temps et en heure.

Patrick de Saint-Exupéry
Rédacteur en chef de **XXI**